

# VD\_GERICHTE PE22.015929 vom 9. August 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-08-09, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_PE22.015929](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE22.015929)

FR: VD\_GERICHTE PE22.015929 du 9 août 2024

IT: VD\_GERICHTE PE22.015929 del 9 agosto 2024

## Erwägungen

### E. 26

août 2022, reçue le 29 août suivant. Un rendez-vous avait dès lors été fixé au prévenu par son conseil pour le 6 septembre 2022, soit le lendemain des faits litigieux. Avec la première juge, il faut donc admettre qu'il n'est pas établi à satisfaction de droit que le prévenu ait eu connaissance de l'injonction avant les faits. Le moyen doit donc être rejeté et la libération du prévenu du chef de prévention d'insoumission à une décision de l'autorité confirmée. 4.

4.1 Le Ministère public conteste encore la libération du prévenu du chef d'accusation de conduite d'un véhicule automobile sans autorisation à raison des faits décrits sous chiffre 2.2 ci-dessus (cas 8 de l'acte d'accusation). La Procureure fait valoir que le 5 septembre 2022, la police a notifié au prévenu une saisie provisoire de son permis de conduire, comportant expressément la mention de l'interdiction de conduire, document qui a été remis en mains propre à l'intéressé, comme l'en atteste la signature qu'il y a apposée. 4.2 L'art. 95 al. 1 let. b LCR (loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 ; RS 741.01) prévoit qu'est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque conduit un véhicule automobile alors que le permis d'élève

- 13 - conducteur ou le permis de conduire lui a été refusé, retiré ou qu'il lui a été interdit d'en faire usage. 4.3 4.3.1 La première juge a considéré qu'il existait un doute quant au fait que l'interdiction à titre préventif de conduire en Suisse avec effet dès le 5 septembre 2022 ait été signifiée au prévenu, respectivement qu'il savait qu'il faisait l'objet d'une telle interdiction au moment des faits litigieux. 4.3.2 Ce raisonnement ne saurait être suivi. En effet, il est établi par pièce (P. 11) que le prévenu a eu connaissance de l'interdiction de conduire prononcée à son encontre lorsqu'il a été interpellé par la police pour conduite sous l'emprise de stupéfiants. Il ne pouvait donc ignorer cette interdiction et le fait qu'il prétende ne pas avoir reçu la décision rendue le 20 octobre 2022 par le Service des automobiles et de la navigation n'y change rien. Le grief doit donc être admis et l'intimé condamné pour conduite d'un véhicule automobile sans autorisation. 5. 5.1 Le Ministère public conteste la quotité de la peine infligée à l'intimé et conclut à ce qu'une peine pécuniaire de 120 jours-amende soit prononcée à son encontre et à ce que l'amende contraventionnelle soit augmentée à 1'500 fr. pour sanctionner les infractions d'insoumission à une décision de l'autorité et de contravention à la LStup. 5.2 Aux termes de l'art. 47 CP, le juge fixe la peine d'après la culpabilité de l'auteur. Il prend en considération les antécédents et la situation personnelle de ce dernier ainsi que l'effet de la peine sur son avenir (al. 1). La culpabilité est déterminée par la gravité de la lésion ou de la mise en danger du bien juridique concerné, par le caractère répréhensible de l'acte, par les motivations et les buts de l'auteur et par la mesure dans laquelle celui-ci aurait pu éviter la mise en danger ou la

- 14 - lésion, compte tenu de sa situation personnelle et des circonstances extérieures (al. 2). La culpabilité doit être évaluée en fonction de tous les éléments objectifs pertinents, qui ont

trait à l'acte lui-même, à savoir notamment la gravité de la lésion, le caractère répréhensible de l'acte et son mode d'exécution. Du point de vue subjectif, sont pris en compte l'intensité de la volonté délictuelle ainsi que les motivations et les buts de l'auteur. A ces composantes de la culpabilité, il faut ajouter les facteurs liés à l'auteur lui-même, à savoir les antécédents, la réputation, la situation personnelle (état de santé, âge, obligations familiales, situation professionnelle, risque de récidive, etc.), la vulnérabilité face à la peine, de même que le comportement après l'acte et au cours de la procédure pénale (ATF 149 IV 217 consid. 1.1 ; ATF 141 IV 61 consid. 6.1.1). 5.3 En l'espèce, la culpabilité de l'intimé n'est pas minime, puisque par son comportement, il a mis en danger la sécurité routière, et plus largement publique. La peine pécuniaire de 20 jours-amende prononcée par la première juge pour sanctionner la conduite d'un véhicule automobile malgré une incapacité de conduire est adéquate et peut être confirmée. Elle doit être augmentée, par les effets du concours, de 20 jours-amende pour sanctionner la conduite d'un véhicule automobile sans autorisation dont le prévenu est in fine également reconnu coupable. Au vu de sa situation financière, le montant du jour-amende, fixé à 30 fr., ne prête pas le flanc à la critique. L'octroi du sursis, dont les conditions sont réalisées, avec un délai d'épreuve de deux ans, doit être confirmé également (art. 42 et 44 CP). Il n'y a en revanche pas lieu d'augmenter le montant de l'amende, fixée à 200 fr. pour sanctionner la contravention à la LStup, la libération du prévenu du chef d'accusation d'insoumission à une décision de l'autorité étant confirmée et la quotité de l'amende – qui n'est pas contestée en tant que telle – étant adéquate.

- 15 - 6. 6.1 Dans un dernier grief, invoquant une violation de l'art. 426 CPP, le Ministère public s'en prend à la répartition des frais de première instance, qui ont été laissés à la charge de l'Etat. Il fait valoir qu'une partie de ceux-ci doit être mise à la charge de l'intimé. 6.2 L'art. 426 CPP prévoit que le prévenu supporte les frais de procédure s'il est condamné, les frais afférents à la défense d'office faisant exception et l'art. 135 al. 4 CPP étant réservé (al. 1). Lorsque la procédure fait l'objet d'une ordonnance de classement ou que le prévenu est acquitté, tout ou partie des frais de procédure peuvent être mis à sa charge s'il a, de manière illicite et fautive, provoqué l'ouverture de la procédure ou rendu plus difficile la conduite de celle-ci (al. 2). La répartition des frais de procédure repose sur le principe selon lequel celui qui a causé les frais doit les supporter. Ainsi, le prévenu doit supporter les frais en cas de condamnation (art. 426 al. 1 CPP). En cas d'acquiescement partiel, la Cour devra réduire les frais, sous peine de porter atteinte à la présomption d'innocence, si le point sur lequel le prévenu a été acquitté a donné lieu à des frais supplémentaires et si le prévenu n'a pas, de manière illicite et fautive, provoqué l'ouverture de la procédure ou rendu plus difficile la conduite de celle-ci (cf. art. 426 al. 2 CPP ; TF 7B\_216/2022 du 1er avril 2025). Comme il est difficile de déterminer avec exactitude les frais qui relèvent de chaque fait imputable ou non au condamné, une certaine marge d'appréciation doit être laissée à la cour cantonale (TF 6B\_435/2024 du 15 janvier 2025 consid. 5). 6.3 En l'occurrence, le prévenu est en définitive libéré de quatre chefs d'accusation et condamné pour deux infractions et une contravention. Il y a donc effectivement lieu de mettre une partie des frais de justice à sa charge, à raison d'un tiers des frais communs – R. \_\_\_\_\_ était également prévenue en première instance –, incluant l'indemnité allouée à son défenseur d'office, dont il sera tenu de rembourser la part

- 16 - mise à sa charge dès que sa situation financière le permettra (art. 135 al. 4 CPP). Le jugement entrepris sera modifié sur ces points. 7. En définitive, l'appel doit être

partiellement admis et le jugement entrepris modifié dans le sens des considérants qui précèdent. Aux débats d'appel, le défenseur d'office du prévenu a produit une liste de ses opérations, faisant état de 6 heures et 45 minutes consacrées au dossier. Il n'y a pas lieu de s'écarter du temps allégué. C'est ainsi une indemnité totale de 1'469 fr. 40 qui sera allouée à Me Nicolas Perret pour la procédure d'appel, correspondant à 6 heures et 45 minutes d'activité d'avocat au tarif horaire de 180 fr. (art. 2 al. 1 let. a RAJ [règlement sur l'assistance judiciaire en matière civile du 7 décembre 2019 ; BLV 211.02.3], applicable par renvoi de l'art. 26b TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; BLV 312.03.1]), par 1'215 fr., à des débours forfaitaires à hauteur de 2 % des honoraires admis, soit 24 fr. 30, à une vacation à 120 fr. (art. 3bis al. 1 et al. 3 RAJ) et à un montant de 110 fr. 10 correspondant à la TVA au taux de 8,1 % sur le tout. Vu l'issue de la cause, les frais de la procédure d'appel, constitués de l'émolument de jugement, par 1'100 fr., et d'audience, par 400 fr. (art. 21 al. 1 et 2 TFIP), ainsi que de l'indemnité allouée au défenseur d'office, par 1'469 fr. 40, soit au total 2'969 fr. 40, seront mis par moitié, soit par 1'484 fr. 70, à la charge de l'intimé, qui succombe partiellement (art. 428 al. 1 CPP). Le solde, par moitié, soit par 1'484 fr. 70, sera laissé à la charge de l'Etat. Le prévenu sera tenu de rembourser à l'Etat de Vaud la part de l'indemnité en faveur de son défenseur d'office mise à sa charge lorsque sa situation financière le permettra (art. 135 al. 4 CPP).

- 17 - Enfin, le dispositif du jugement de première instance comportant des erreurs de plume s'agissant des prénoms et noms de l'intimé, respectivement du nom de l'avocate de R. \_\_\_\_\_, il sera rectifié d'office sur ces points.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.